

Presse

Presse web

Le Monde

Le Monde (site web)

jeudi 21 août 2025 835 mots

L'appel de 23 économistes à « un arrêt immédiat de toute politique qui intensifie la famine généralisée à Gaza »

Si les Gazaouis sont les premières victimes des violations des droits humains dans l'enclave, les retombées économiques pourraient être catastrophiques aussi pour Israël, prévient, dans une tribune au « Monde », un collectif de professeurs d'économie européens et américains, dont dix Prix Nobel.

Nous écrivons pour exprimer notre vive inquiétude concernant la famine qui se propage à Gaza et le projet du gouvernement israélien de concentrer des civils dans une prétendue « ville humanitaire ». En tant qu'êtres humains, économistes et scientifiques, nous appelons à un arrêt immédiat de toute politique qui intensifie la famine généralisée.

Il est évident que le Hamas doit être tenu pour responsable des atrocités du 7-October et de la détention d'otages. Cependant, cela n'absout en rien le gouvernement israélien, qui contrôle le flux et la distribution de l'aide, de ses responsabilités.

Ces dernières semaines, le Programme alimentaire mondial de l'ONU [Organisation des Nations unies] a averti que près d'un tiers des 2,1 millions d'habitants de l'enclave avaient passé plusieurs jours sans nourriture. La faim généralisée est attestée par l'insuffisance des livraisons d'aide, par les témoignages directs de Gazaouis et par l'envolée des prix alimentaires. Non seulement l'ONU, mais aussi le marché, signalent la famine : les prix des produits alimentaires de base à Gaza sont désormais dix fois plus élevés qu'il y a seulement trois mois.

L'effondrement de la distribution d'aide onusienne et sa substitution par une poignée de points d'aide coordonnés par la Gaza Humanitarian Foundation (GHF) ont entraîné un chaos mortel : les gens se sont rués sur des rations rares, causant plus d'un millier de morts ou de blessés. Face au tollé international, le gouvernement israélien a autorisé davantage d'aide depuis le 26 juillet, mais de manière très insuffisante, et la situation sanitaire demeure dramatique.

Retombées catastrophiques

De plus, sous couvert de secours, le projet de « ville humanitaire » relogerait des centaines de milliers de Gazaouis dans une zone confinée, les privant de liberté de mouvement et de dignité fondamentale. Il est inconcevable qu'Israël traite des civils comme des fardeaux à contenir plutôt que comme des êtres humains ayant droit à des conditions de vie décentes.

Alors même que les Gazaouis seraient les premières victimes de ces politiques, les Israéliens devraient, eux aussi, en payer les conséquences, et les retombées économiques pourraient être catastrophiques. Face aux preuves croissantes de famine massive et de violations des droits humains, les gouvernements européens pourraient bien imposer des sanctions ciblées, infligeant de graves dommages à la science, au commerce et à l'emploi. On en observe déjà les premiers signes.

Les agences de notation risquent de continuer à dégrader la dette souveraine d'Israël, ce qui alourdirait les coûts d'emprunt, alors que l'Etat fait face à d'énormes dépenses de reconstruction et de défense. Les professionnels qualifiés émigreraient en nombre croissant, et le secteur de la haute technologie, qui représente près de 20 % du PIB [produit intérieur brut] et un tiers des recettes de l'impôt sur le revenu, accélérerait son exode, privant Israël de son principal moteur de croissance.

Nous appelons donc le premier ministre israélien et la Knesset à :

– rétablir un approvisionnement suffisant en nourriture et en aide médicale ;– renoncer sans équivoque à tout projet d'établissement de camps pour les civils de Gaza ;– publier une déclaration officielle annulant toutes les propositions visant à confiner et à contrôler la population et réaffirmant l'engagement d'Israël envers les droits humains et le droit international ;– poursuivre de bonne foi un accord de cessez-le-feu qui améliorera la situation humanitaire, ramènera les otages chez eux et mettra fin aux combats.

Ce n'est qu'à ces conditions qu'Israël pourra éviter une famine généralisée, préserver son caractère démocratique et protéger ses perspectives économiques à long terme. Nous appelons les dirigeants occidentaux à agir activement pour garantir la mise en œuvre de ces politiques.

Premiers signataires : Daron Acemoglu, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et lauréat du prix Nobel d'économie 2024 ; Angus Deaton, professeur à l'université de Princeton et Prix Nobel d'économie 2015 ; Peter Diamond, professeur émérite au MIT et Prix Nobel d'économie 2010 ; Esther Duflo, professeure au MIT et à l'Ecole d'économie de Paris, Prix Nobel d'économie 2019 ; Claudia Goldin, professeure d'économie à l'université Harvard et Prix Nobel d'économie 2023 ; Eric Maskin, professeur d'économie à l'université Harvard et Prix Nobel d'économie 2007 ; Roger Myerson, professeur d'économie à l'université de Chicago et Prix Nobel d'économie 2007 ; Edmund Phelps, professeur d'économie à l'université Columbia et Prix Nobel d'économie 2006 ; Christopher Pissarides, professeur à la London School of Economics et Prix Nobel d'économie 2010 ; Joseph Stiglitz, professeur d'économie à l'université Columbia et Prix Nobel d'économie 2001. Retrouvez la liste complète des signataires [ici](#).

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)